

COVID-19 en Afrique: Alternative aux Approches de Confinement Actuelles

Les pays africains devraient adopter des moyens plus adaptés de

Tout le monde est d'accord : les pays africains sont parmi les plus fragiles au monde, devenant une proie relativement facile de la pandémie de COVID-19 : un système de santé publique faible, des économies structurées autour du secteur informel et caractérisées par une grande fragilité, trop de promiscuité dans les centres urbains, des structures sociales et culturelles qui rendent difficile l'extrême éloignement social, etc. Cependant, certains pays africains, comme le géant Sud-Africain, ont pris le pas et observent un confinement complet depuis plus de deux semaines. Mais la plupart des pays africains adoptent des mesures relativement souples, allant du couvre-feu à temps partiel au travail à temps partiel. Beaucoup ont également ordonné la fermeture des marchés en plein air, des transports publics et des rassemblements de plus de 50 personnes. Presque tous ont ordonné la fermeture des lieux de culte, des écoles et des services publics considérés comme non essentiels.

La vie telle que nous la connaissons a changé depuis l'épidémie mondiale de maladie coronavirus 2019 (COVID-19) et le statu quo ne se poursuivra pas. L'impact humain de la crise du COVID-19 est déjà incommensurable. En outre, COVID-19 a déjà eu un impact négatif sur les économies, les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires perturbés dans le monde entier.

Index

Les pays africains devraient adopter des moyens plus adaptés de	1
L'Afrique peut apprendre d'autres meilleures pratiques.....	2
L'Afrique peut-elle se permettre le coût économique, social et humain du verrouillage complet et discriminé ?.....	2
Parier sur des solutions locales peut atténuer le coût humain du COVID-19 et assurer une reprise rapide	3
C'est peut-être le bon moment pour utiliser nos structures sociales traditionnelles et ses forces.....	5
Mettre les agriculteurs sur la table peut contribuer à réduire l'impact de l'insécurité alimentaire	5



L'Afrique peut apprendre d'autres meilleures pratiques...

Bien que les experts, à l'échelle mondiale, conviennent que le verrouillage complet et bien mis en œuvre permet une réduction significative de nouvelles contaminations, il n'en est pas moins vrai que les pays qui ont observé une stratégie plus souple et construite autour de la mise en œuvre de tests massifs et étendus, de confinement compartimenté et de l'éloignement des personnes à risque ont également constaté une réduction significative de la nouvelle contamination. C'est le cas, par exemple, en Corée du Sud, qui repose sur le dépistage de masse, le port de masques de protection, la communication transparente et la responsabilité publique. Toutes ces actions sont soutenues par une utilisation massive de la technologie qui permet la traçabilité des mouvements des personnes, d'alerter sur les cas de contamination, et de recommander aux personnes en déplacement les lieux où aller et ceux à éviter. Cette stratégie, qui semblait risquée pour de nombreux experts, a finalement porté ses fruits à court terme : le nombre d'infections a fini par atteindre un plateau de moins de 10 000 cas, et le pourcentage de décès était de 0,7

%, bien inférieur au taux moyen observé de 3,4 % dans le monde et en particulier dans les pays occidentaux. La gestion de la pandémie par la Corée du Sud est maintenant citée comme un exemple de ce qu'une démocratie peut faire pour limiter la propagation de la pandémie, sans limiter les libertés civiles, même si l'utilisation intensive du suivi électronique soulève de nombreuses questions sur le respect des impératifs liés à la vie privée.



Les experts, à l'échelle mondiale, conviennent que le verrouillage complet et bien mis en œuvre permet une réduction significative de nouvelles contaminations

L'Afrique peut-elle se permettre le coût économique, social et humain du verrouillage complet et discriminé ?

L'Afrique peut-elle se permettre de mettre tout le monde en confinement, comme en Europe? La situation sur le continent est très différente. Les Etats africains sont confrontés à plusieurs problèmes au démarrage : les travailleurs africains sont pour la plupart employés par le secteur informel, l'économie informelle est importante (RDC 40 %, Nigeria 37 % en dehors du secteur agricole) et les structures sociales et urbaines de nos pays rendent difficile la mise en œuvre d'un blocage total. Le secteur informel repose sur un modèle de travail qui est plus une survie quotidienne qu'autre chose. Les commerçants, ainsi que ceux qui les emploient, vivent

avec des revenus quotidiens. Une semaine sans activité conduit à la désolation qui s'installe dans les foyers. D'autre part, comment pouvons-nous faire en sorte que les gens respectent les mots d'ordre de confinement quand nous savons que les villes africaines sont tout sauf structurées? Le logement urbain, à l'exception des zones résidentielles, est anarchique. Les constructions sont faites selon les grès et les souhaits de ceux qui construisent. Dans de nombreuses villes africaines, en particulier celles de l'Ouest, le logement est construit sous la forme de «concessions», une sorte de logement horizontal où plusieurs familles vivent ensemble, partageant une cours commune. Il est donc difficile de contrôler l'efficacité des mesures de confinement. Et qu'en est-il des ménages polygames dont les maris seraient sommés en cas de confinement dans l'obligation de choisir où s'installer?

Le confinement en Afrique est compliqué par la structure même de l'économie de nos pays. Comment pouvez-vous demander à un opérateur économique, ou à un employé du secteur informel, qui vit avec un revenu quotidien, d'arrêter complètement son activité? Certains pays, comme le Tchad, tentent un modèle qui interdit les activités non essentielles, y compris celles du secteur informel. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions de ce qui se passe à N'Djamena sur les plans économique et social, mais il est clair que l'année 2020 verrait une situation économique déjà affaiblie par la chute des prix du pétrole, et l'appauvrissement constant de la population, auquel s'ajoute désormais les restrictions souvent nécessaires imposées par le COVID19. Le Ghana, de son côté, opte pour un confinement spatial autour des deux villes les plus touchées, pour voir Accra et Koumassi. Les activités économiques et administratives sont suspendues dans leur majorité, à l'exception des magasins d'alimentation et des transports publics. Les marchés ouverts, par exemple, fonctionnent avec un système de rotation, permettant aux commerçants de vendre des produits alimentaires en rotation. Les taxis peuvent voyager, mais doivent être appelés par téléphone et ils ne peuvent pas transporter plus d'un passager. Ils sont également tenus de fournir de l'équipement de protection.



Parier sur des solutions locales peut atténuer le coût humain du COVID-19 et assurer une reprise rapide

Il peut donc être possible pour les États africains d'adopter des mesures appropriées et différentes, qui pourraient être payantes en fin de compte. Les États pourraient, par exemple, investir dans les tests de masse et davantage dans la sensibilisation et l'éducation des populations. Mais les tests massifs exigent aussi des moyens colossaux, que ces États, en difficulté financière, ne pouvaient pas nécessairement se permettre. À cela s'ajoute, bien sûr, la faiblesse des ressources humaines dans ces pays s'ajoute. Afin d'organiser des tests à l'échelle nationale, en plus de l'équipement, il faudrait du personnel qualifié. Cependant, le domaine de la santé est certainement l'un des parents les plus pauvres des ministères de la fonction publique nationale. Mais il est encore possible, avec beaucoup de volonté, et la créativité de mettre en place des tests massifs et en même temps ciblés, avec bien sûr l'aide de partenaires conventionnels dans le développement. En tant que tel, les derniers tests modèles opérés par la Corée du Sud, qui peut tester un groupe de 15 personnes avec le même kit, peuvent être efficaces pour les pays avec très peu de ressources.

La solidarité africaine doit également utiliser cette crise du COVID19 pour s'exprimer utilement, en tenant compte des avantages comparatifs des pays membres de l'Union africaine en termes de capacités

de fabrication d'équipements tels que les respirateurs artificiels. Le Maroc est un exemple car le pays vient de commencer la production de respirateurs artificiels et de masques de protection, offrant des solutions africaines. C'est peut-être le bon moment pour accélérer la mise en œuvre effective de certaines dispositions de la Zone continentale africaine de libre-échange sur les mouvements de biens et de services. Quelques actions pourraient devoir être prises immédiatement par les dirigeants, comme celles relatives aux normes continentales standards pour les dispositifs médicaux, la fourniture de financements continentaux par le biais des mécanismes de l'Union africaine, et enfin assurer le fonctionnement des systèmes de chaîne d'approvisionnement en particulier pour les importations et les exportations entre les États membres.

Le confinement pourrait également être mis en œuvre de manière à permettre au secteur informel nécessaire de continuer à fonctionner. Par exemple, l'ouverture des marchés, en particulier alimentaires, pourrait fonctionner sous forme de rotations, comme le fait le Ghana, créant plus d'espace pour l'application scrupuleuse de la distanciation sociale, tout en permettant aux commerçants la possibilité de faire des ventes deux fois par semaine, pas suffisant, mais au moins cela pourrait permettre de ramener une certaine partie des revenus aux familles dans le besoin. Mais cette option semble difficile à mettre en œuvre, car alors que les marchés ouverts peuvent avoir assez d'espace pour gérer efficacement les gens et les commerçants, les commerçants échappent généralement au comptage. Dans ces circonstances, comment pouvons-nous nous assurer que les commerçants qui ont vendu aujourd'hui ne reviendront pas le lendemain? En fait, cette crise met également en évidence l'une des faiblesses les plus importantes des institutions en Afrique, à savoir l'absence criarde des systèmes d'état civil et des systèmes de comptage des populations.

L'une des conséquences du verrouillage complet ou partiel dû au COVID19 est la fermeture d'écoles. Toutes les écoles sont fermées en Afrique, tant dans les zones rurales que dans les villes. Bien que les enfants soient moins susceptibles de subir les conséquences dramatiques du COVID19, ils peuvent contracter la maladie et la transmettre très facilement. C'est la raison invoquée pour fermer les écoles. Mais ces fermetures, qui ont conduit à une ruée massive vers la formation en ligne et l'éducation à travers des outils technologiques, révèle également une autre fracture à laquelle face à l'Afrique: la fracture numérique. Il est vrai que de nombreuses universités africaines, grandes écoles et institutions privées sont entrées dans l'ère numérique et de diffusion des cours via des plateformes électroniques. Mais la majorité des écoles africaines n'ont pas accès aux technologies modernes. Et même s'ils pouvaient y avoir accès, les familles sont le plus souvent incapables d'acheter un ordinateur pour les études de leurs enfants. À cela s'ajoute le fait que de nombreux parents, très pauvres et sous-éduqués, ne connaissent pas ou ont une connaissance limitée des outils informatiques. Il est donc nécessaire d'imaginer de nouvelles façons d'éduquer et de former. De nombreux pays africains ont une bonne expérience de l'enseignement primaire sur la base des systèmes communautaires. Les modèles d'écoles communautaires pourraient fournir des solutions novatrices, en mélangeant les technologies et la gestion spatiale. Les enseignants des écoles communautaires connaissent le terrain, les familles et les communautés. Avec un peu plus de ressources, par exemple des moyens roulants supplémentaires, il est possible d'avoir une distribution plus efficace des exercices à faire et de les recueillir pour les corrections. Il est également possible d'utiliser les compagnies de téléphonie mobile locales pour mettre à disposition des appareils de téléphonie mobile pour les cours. Enfin, il est possible de mettre en place des cours sur des créneaux horaires spécifiques via la radio. La fermeture des centres scolaires a également interrompu le programme d'alimentation scolaire dans lequel des millions d'enfants pouvaient avoir leurs repas.



C'est peut-être le bon moment pour utiliser nos structures sociales traditionnelles et ses forces

Dans de nombreux cas, les sociétés africaines sont encore à peu près organisées autour des communautés et des tribus. Les chefs des tribus et des communautés sont très respectés et écoutés. Les gouvernements peuvent également les amener à bord pour discuter des voies et des moyens d'engager les citoyens sur les meilleures approches pour opérer le confinement pendant la période COVID19. Par exemple, des chefs religieux se sont engagés au Tchad pour diffuser le message du gouvernement sur l'importance de la distanciation sociale. Les chefs tribaux peuvent également être engagés à mettre en place des mesures appropriées pour permettre un système de rotation des activités économiques dans le secteur informel dans les villes et dans les zones rurales. Ils peuvent également être engagés pour discuter avec leurs électeurs des meilleurs moyens de rendre la solidarité plus efficace, en particulier pour les populations les plus vulnérables qui seront confrontées aux conséquences les plus sévères de la propagation du virus. Enfin, il faudrait demander aux dirigeants des communautés de devenir les champions de la distanciation sociale, de l'hygiène accrue et de l'éducation des populations sur la nécessité de mettre en œuvre des procédures d'assainissement meilleures et plus efficaces dans les ménages.

Mettre les agriculteurs sur la table peut contribuer à réduire l'impact de l'insécurité alimentaire

L'épidémie actuelle du virus COVID-19 sur le continent africain est très susceptible de perturber la production et l'approvisionnement alimentaires au niveau mondial. Bien que l'épidémie en Afrique en soit à ses débuts, des interruptions dans le commerce ainsi que dans la production, le stockage, la transformation et la distribution locales sont déjà observées dans de nombreux pays. Les pénuries d'intrants agricoles observées sont tout aussi problématiques et peuvent entraîner des lacunes dans l'approvisionnement en intrants agricoles et l'incapacité des agriculteurs à préparer leurs champs pour la prochaine saison. Cela est très susceptible d'affecter considérablement la sécurité et la sécurité alimentaires et nutritionnelles dans un avenir immédiat, non seulement en Afrique, mais dans tous les pays voisins et même dans le monde entier.

Les agriculteurs, les chefs d'entreprise et les partenaires commerciaux ont signalé des répercussions croissantes de l'épidémie sur le cycle de production des agriculteurs, les activités commerciales et même sur la santé. Par exemple, l'organisation paysanne CNCR (Conseil national de concertation et

de coopération des ruraux) au Sénégal a signalé des difficultés croissantes d'obtenir des intrants agricoles (engrais, semences) dont les agriculteurs ont besoin pour préparer la saison de croissance (mars-mai). Au Sénégal, les agriculteurs anticipent déjà des pertes de revenus et des difficultés à remplir leurs paiements de crédit. Des signaux similaires sont entendus de différents pays d'Afrique. Il est également à noter que l'Agence africaine de développement (AUDA-NEPAD) procède actuellement à une évaluation, aux niveaux continental, régional et national, afin de cartographier de manière exhaustive les impacts de l'épidémie de covid-19 sur les systèmes agricoles et alimentaires des pays. Les données et les informations recueillies dans le cadre de cet effort aideront à élaborer des décisions éclairées en termes d'amélioration des filets de sécurité alimentaire, de capacités de stockage, de soutien à la production agricole, entre autres mesures visant à relever les défis supplémentaires posés par la crise du covid-19 pour les économies et les moyens de subsistance africains.

En outre, une réduction de la disponibilité des travailleurs (saisonniers) sur le terrain est déjà

ressentie alors que certains travailleurs préfèrent maintenant travailler dans leurs propres fermes, les déplacements sont également limités par les mesures gouvernementales. Les travailleurs étrangers ou les travailleurs venant d'autres villages et régions ne sont plus les bienvenus dans certaines régions ou pays. Selon les rapports des agriculteurs, le marché du travail entre le nord du Bénin, le Nigeria, le Ghana, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire est déjà perturbé. Cela affectera très probablement les zones de production en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Ghana ainsi que les revenus des jeunes travailleurs du Burkina Faso, du Bénin et du Togo.

Les organisations d'agriculteurs consultés soulignent également que les marchés fermiers, les restaurants et les hôtels ferment, réduisant considérablement le commerce des agriculteurs et affectant leurs revenus. C'est particulièrement le cas des petits exploitants agricoles, qui dépendent davantage du contact humain (marchés publics dans les zones urbaines et rurales) pour vendre leurs produits. En ce qui concerne les organisations d'agriculteurs ayant des marchés internationaux, les producteurs congolais de cacao (RDC) signalent la fermeture des services personnalisés pour l'exportation de cacao. De même, les producteurs de café craignent d'être coupés de leurs acheteurs internationaux dans un proche avenir.

Les rapports des organisations d'agriculteurs africains font également état d'un afflux de population urbaine dans les zones rurales, ce qui pourrait accroître la pression sur les systèmes alimentaires locaux et peut-être accroître les risques de contamination et de propagation du virus. Des préoccupations ont également été exprimées sur l'approvisionnement en carburant et en particulier dans les zones qui dépendent du bois de chauffage, où la pression croissante peut conduire à une augmentation de l'extraction incontrôlée et illégale du bois à partir de forêts déjà surexploitées. En général, la demande de bois et de charbon de bois peut augmenter, ce qui accentue la nécessité d'une gestion durable des forêts dans laquelle le rôle des organisations paysannes est important.

Dans la plupart des villes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est, les prix des denrées alimentaires augmentent rapidement, la perception de la pénurie de nourriture étant l'une des principales causes. Cela peut potentiellement conduire à des conflits. L'histoire montre que ces perceptions peuvent rapidement conduire à des conflits, en particulier lorsque les gouvernements ferment les frontières pour l'exportation et l'importation de nourriture. Ces mesures ad hoc sont attractives dans ce type de crise, mais il reste important de maintenir les systèmes alimentaires en circulation, en particulier dans les zones frontalières. LA SACAU, reprise par les autres organisations d'agriculteurs africains, signale que la population rurale est très mal informée. La communication gouvernementale fait souvent défaut et les informations incorrectes et les croyances superstitieuses sur le virus lui-même et l'épidémie



circulent librement parmi les gens, créant la panique et de potentiels potentiels futurs conflits.

En Afrique de l'Est, la crise coïncide avec le fléau actuel des criquets, qui accroît la menace sur la production et l'approvisionnement alimentaires. En effet, dans toute stratégie COVID-19 pour le continent africain, il convient également de tenir compte des défis récurrents, tels que les sécheresses prolongées, le ver de l'armée d'automne (FAW) à travers le continent et les menaces posées par l'invasion acridienne. En outre, alors que ces crises ajoutent une pression supplémentaire aux économies et aux systèmes alimentaires déjà tendus, à travers l'Afrique

La principale préoccupation, cependant, de tous les représentants des agriculteurs consultés, est la stabilité des systèmes alimentaires locaux et, par conséquent, la sécurité alimentaire et la sécurité alimentaire dans les pays et les régions africains sont menacées de façon imminente. Certaines régions peuvent être mieux préparées que d'autres, mais les informations détaillées (quantifiées) sont fragmentées et/ou incomplètes. La situation varie d'un pays à l'autre et peut changer rapidement depuis l'épidémie et les réactions du gouvernement à ce changement.

Les organisations d'agriculteurs africains consultés ont également proposé des solutions différentes, basées sur leur propre contexte et leurs perceptions. Les principales solutions mentionnées par les dirigeants de l'agroalimentaire et des agriculteurs aideront/aideront les gouvernements. Ils sont résumés ici:

- Les pays peuvent vouloir créer un groupe de travail permanent composé de dirigeants d'agriculteurs, de donateurs et d'experts pour coordonner la réponse des organisations paysannes africaines au COVID-19 ou, dans la mesure du possible, rejoindre tous les groupes de travail compétents mis en place au niveau continental, régional et national (principalement pour éviter le double emploi des efforts et la dispersion des ressources).
- Les gouvernements devraient également consulter et communiquer avec et entre les organisations paysannes afin de participer activement à la conception et à l'élaboration du plan d'intervention d'urgence du coronavirus, y compris l'élaboration de stratégies d'intervention à moyen et à long terme.
- Il est urgent de créer et de mettre en œuvre un centre de communication ou des agriculteurs africains permettant de surveiller et de diffuser des informations précises et mises à jour aux agriculteurs au niveau local, mais aussi entre les OF et les ORF.

Les gouvernements peuvent également mettre en place un système de surveillance de l'intervention locale et de l'évolution de l'épidémie dans le secteur de l'agriculture. Cela devrait également inclure la foresterie en raison d'une augmentation du bois et du charbon de bois comme combustible :

- Assurer la diffusion d'informations correctes entre

les agriculteurs et les organisations d'agriculteurs sur le virus, l'épidémie et la santé. Faire pression et plaider auprès des dirigeants des collectivités en faveur de la mise en œuvre de marchés fermiers « sûrs » mettant en œuvre des mesures de distanciation sociale et d'autres mesures de confinement, gants, masques;

- Travailler en étroite collaboration avec les dirigeants des communautés locales pour accroître la communication et l'information adaptées dans les zones rurales par le biais de la radio et de la télévision et, dans la mesure du possible, internet
- Faciliter l'accès aux semences et aux intrants afin que les agriculteurs puissent amorcer leur production et leur saison de croissance;

Il est également important que les gouvernements s'efforcent de lancer un produit financier rapide (crédits, prêts de semences, autres prêts d'intrants et assurances) ayant des caractéristiques adaptées à l'épidémie de couronne afin que les agriculteurs puissent investir dans la production et l'approvisionnement alimentaires de la population.

Le débat demeure sur l'efficacité et la pertinence des blocages pour stopper la propagation du virus, même si les preuves s'accumulent du côté positif des confinements. Cependant, ce qui n'est pas contesté, ce sont les conséquences socio-économique des blocages. Pour faire face à la propagation du COVID19, les blocages ont paralysé les économies. Le verrouillage et autres mesures de distanciation sociale appliquées par la Chine au début de l'année ont entraîné la fermeture des lignes manufacturières et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement avec des effets d'entraînement dans les économies mondiales. Les effets de la Chine, conjugués à un nombre croissant de pays africains qui appliquent des mesures de verrouillage, fermant les frontières, etc. ne perturbent pas seulement la chaîne d'approvisionnement (affectant le commerce et les industries), mais aussi une demande extrêmement déprimante. Les pays, et dans le monde entier, resteront à faire face aux impacts socio-économiques du COVID19 tant au niveau des ménages qu'au niveau national pendant les mois et les années à venir.

La majorité des populations qui ont des revenus de ménage au quotidien ont déjà du mal à mettre de la nourriture sur la table. Ce sont les mêmes populations qui seront sans emploi tant que les entreprises et l'industrie luttent pour se rétablir.

Au niveau national en Afrique, comme dans le reste du monde, les mesures d'intervention contre la pandémie de COVID19 sont naturellement diverses et évoluent certainement rapidement. Sur le plan économique, avec des économies déjà en difficulté, les gouvernements réagissent avec une gamme et un mélange de mesures de relance économique. En général, l'intention est de (i) minimiser l'impact négatif sur les comptes fiscaux des gouvernements; ii) soutenir les activités commerciales et économiques - en particulier parmi les PME et les travailleurs

indépendants - pour rester à flot face aux perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et les marchés déprimés, tout en atténuant (iii) les impacts sur les moyens de subsistance en ce qui concerne la réduction ou la perte de revenus, en particulier en ce qui concerne l'accès à la nourriture et aux fournitures médicales (y compris les besoins de bien-être des chômeurs et autres vulnérables).

Au niveau continental, COVID19 à cet égard est une perturbation directe de la ZLECA durement gagnée qui est censé entrer en vigueur le 1er juillet 2020

Àcet égard, le principal soutien au développement apporté aux pays est le soutien technique nécessaire pour déterminer la combinaison appropriée des mesures de relance économique. Certains pays ont également déjà évoqué le rééchelonnement de la dette et/ou l'annulation. La Chine étant un prêteur important pour l'Afrique, le continent a besoin d'une stratégie collective pour s'engager avec la Chine sur cette question. L'Afrique devrait également profiter de COVID19 comme une occasion de favoriser les principaux facteurs du développement, en particulier le renforcement des capacités locales de commerce et de fabrication.

Enfin, il est crucial et nécessaire que les gouvernements africains trouvent des mesures alternatives et adéquates pour réduire la propagation de l'épidémie et atténuer ses impacts économiques et sociaux. Le débat n'est pas entre sauver des économies ou sauver des vies, mais sauver des vies et sauver des économies, parce que s'il est vrai que l'épidémie finira par passer dans les mois à venir, avec certainement un coût humain déjà trop élevé, une réponse inadaptée et non étayée, portera un coup terrible au fil du temps aux économies et aux sociétés africaines, et entraînera plus de pertes de vie.





Pour plus d'informations:
Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD
230 15th Road, Midrand
Johannesburg, South Africa
+27 (0) 11 256 3600
www.nepad.org